

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICES

ENTRE

**La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse
et
la Commune de GRASSE**

-

**Mise à disposition d'une partie des services de la CAPG
au bénéfice de la Commune
à titre provisoire, pour une durée de six mois**

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège est sis au 57 avenue Pierre Sémar 06130 GRASSE et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté d'Agglomération, habilité à signer les présentes en vertu d'une délibération n°..... du conseil communautaire prise en date du 30 juin 2022, visée en Préfecture de Nice le.....

Dénommée ci-après, « **la CAPG** »,

ET

La Commune de GRASSE, identifiée sous le numéro SIRET 210 600 698 000 18 dont le siège est situé Place du Petit Puy 06130 GRASSE et représentée par, M ou Mme, agissant au nom et pour le compte de la Commune, habilité(e) à signer les présentes en vertu d'une délibération n°..... prise en date du....., visée en préfecture de Nice le

Dénommée ci-après, « **la Commune** »,

Ci-après désignés ensemble « **les parties** »

PREAMBULE

Dans le cadre du projet de Pacte de gouvernance de la CAPG, dans son volet « mutualisations », des réflexions autour d'une nouvelle étape structurante ont été lancées, celle de la mise en commun des services techniques sur certains périmètres d'activités. Cependant, la mise en place de services communs nécessite un temps important d'analyses, de travail de concertation et d'actes préparatoires à co-construire entre les parties, à ce jour en cours d'accomplissement.

Il est proposé d'enclencher une première étape de ce projet de mise en commun, par la passation d'une convention de mise à disposition d'une partie des services de la CAPG à la commune de Grasse. Cette convention est proposée à titre provisoire de six mois, ayant pour objectif d'accompagner au mieux le processus de mutualisation dans les modalités de mise en œuvre.

IL EST CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 — OBJET DE LA CONVENTION

L'objet de cette convention porte sur la mise à disposition d'une partie des services de la CAPG au bénéfice de la Commune, ayant pour objet de travailler conjointement avec les services de la Commune à la poursuite des réflexions sur les périmètres susceptibles d'être mis en commun, les modalités de mise œuvre et l'accompagnement à ce processus de mutualisation.

ARTICLE 2 — SERVICES MIS A DISPOSITION

La mise à disposition, à temps non complet, objet de la présente convention, concerne une partie des services CAPG suivants :

- Une partie des directions générales adjointes
- Une partie de la direction affaires juridiques
- Une partie de la direction des ressources Humaines
- Une partie de la direction des finances
- Une partie de la direction des financements extérieurs

La présente mise à disposition des services ci-dessus visés comprend, notamment et de manière non exhaustive, les missions suivantes:

- Une partie **des directions générales adjointes**
Conjointement avec la Commune de Grasse, elles assurent une aide au pilotage et contribuent à la définition des axes prioritaires en matière de mutualisations sur ce secteur d'activité et de la future organisation mutualisée, de finalisation des analyses de faisabilité et prises de décisions ;
- Une partie **de la direction des affaires juridiques** pour les missions suivantes : une aide à l'accompagnement du processus réglementaire, aux analyses juridiques, à la traduction juridique du projet et une aide à la formalisation des actes à prendre en fonction du projet retenu ;
- Une partie de la **direction des ressources Humaines**, pour les missions suivantes : une aide à l'accompagnement du processus de mutualisation, aux analyses RH, à la traduction organisationnelle effective du projet retenu, à l'élaboration des fiches d'impact et l'accompagnement des agents concernés conjointement avec les services de la Commune ;
- Une partie de la **direction des finances**, pour les missions suivantes : une aide à l'accompagnement du processus de mutualisation aux analyses financières, dont la définition des coûts et modalités de remboursement et d'un système d'évaluation, en fonction du projet retenu ;
- Une partie de la **direction des financements extérieurs**, pour les missions suivantes : supervision en matière de financements extérieurs pour les projets communaux, des montages des dossiers de subventions, d'opérations de contrôles ainsi que d'assurer une relation permanente avec les co-financeurs.

La structure des services mis à disposition pourra en tant que de besoin être modifiée d'un commun accord entre les parties et ce en fonction de l'évolution des besoins respectifs constatés par les parties. Au fil de l'exécution de la présente convention, la commune peut librement procéder à des recrutements ou créer des emplois dans les services ainsi mis à disposition, mais en tiendra informée la CAPG dans le cadre de réunions de suivi.

ARTICLE 3 - SITUATION DES AGENTS MIS A DISPOSITION

Les agents territoriaux affectés au sein des services mis à disposition conformément aux présentes sont de plein droit mis à la disposition de la Commune pour la durée de la présente convention.

Ils demeurent statutairement employés par la CAPG, collectivité d'origine, dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les siennes. A ce titre, les agents mis à disposition continuent à percevoir leurs rémunérations et avantages attribués par la CAPG. Les agents concernés continuent de relever de la CAPG pendant la durée de la mise à disposition.

Les agents concernés en seront informés. Ils seront placés pour l'exercice de leurs fonctions sous l'autorité fonctionnelle du Maire selon les missions qu'ils réalisent. Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire peut adresser directement aux cadres dirigeants des services mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il confie auxdits services mis à disposition. Il contrôle la bonne exécution de ces tâches confiées.

Les dommages susceptibles d'être causés dans le cadre de l'exécution des missions confiées par la commune, des services mis à sa disposition relèvent de sa responsabilité, dans le cadre de contrats d'assurance souscrits à cet effet.

La mise à disposition porte également sur les matériels de bureau, de travail et de locomotion qui sont liés à ces services.

ARTICLE 4— POUVOIR HIERARCHIQUE, EVALUATION PROFESSIONNELLE ; DELEGATIONS DE SIGNATURE

Le Président est l'autorité hiérarchique, il continue de gérer la situation administrative des personnels mis à disposition.

Le Président en sa qualité d'autorité investie du pouvoir de nomination, exerce le pouvoir disciplinaire et continue à l'exercer dans le cadre de cette mise à disposition mais sur ces points, le Maire de la Commune, bénéficiaire de cette mise à disposition, peut émettre des avis ou des propositions.

Le pouvoir d'évaluation professionnel de l'agent mis à disposition continue de relever de la CAPG. Toutefois, un rapport sur la manière de servir de l'agent mis à disposition assorti d'une proposition d'évaluation pourra, le cas échéant, être établi par son supérieur hiérarchique au sein de la Commune et transmis à la CAPG, qui établit l'évaluation si la commune le souhaite.

Le Maire de la commune pourra donner sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux chefs des services susmentionnés mis à sa disposition pour l'exécution des missions qui lui sont confiées, en application de l'article L. 5211-4 IV du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les autres modalités liées aux conditions de travail des personnels mis à disposition sont fixées par la CAPG, laquelle prend notamment les décisions relatives aux congés annuels et en informe la Commune qui, sur ce point, peut émettre des avis si elle le souhaite.

La CAPG continue à délivrer les autorisations de travail à temps partiel et autorise les congés de formation professionnelle ou pour formation syndicale, après information de la Commune si ces décisions ont un impact substantiel pour celle-ci.

ARTICLE 4 — MISE A DISPOSITION DE BIENS MATERIELS

Les biens affectés aux services mis à disposition restent acquis, gérés et amortis par la commune, même s'ils sont mis à la disposition de la CAPG.

ARTICLE 5- CONDITIONS FINANCIERES ET MODALITES DE REMBOURSEMENT

Par analogie à l'article L.5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le remboursement, par la CAPG à la commune, des frais de fonctionnement des services mis à disposition s'effectue sur la base d'un coût unitaire de fonctionnement du service, multiplié par le nombre d'unité de fonctionnement constatées par la collectivité d'accueil bénéficiaire de la mise à disposition.

Le remboursement par la commune à la CAPG se réalise en application du décret D.5211-16 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le remboursement des frais de fonctionnement des services mis à disposition s'effectue sur la base d'un coût unitaire de fonctionnement du service, multiplié par le nombre d'unité de fonctionnement définis par la CAPG et la commune.

Les charges prises en compte concernées sont : les charges liées au fonctionnement du service et en particulier : les charges de personnel (rémunération des agents, régime indemnitaire et autres primes), les fournitures utilisées, le coût de renouvellement des biens, les contrats de services rattachés. D'autres dépenses pourront être comprises dans le coût unitaire, à condition que les deux parties l'acceptent par voie d'avenant.

○ **Détermination des unités de fonctionnement**

La convention définit la méthode retenue pour la détermination du coût unitaire de fonctionnement et comprend une prévision d'utilisation des services mis à disposition exprimée en unités de fonctionnement. Il est convenu que l'unité de fonctionnement s'effectuera sur une quotité de temps de travail, soit un nombre de jours estimé à 184 jours, d'utilisation des services mis à disposition par les collectivités parties à la convention. Le montant est calculé sur la base de 10 % du coût salarial brut chargé des agents mis à disposition, soit 181 € (10 % du coût brut chargé journalier estimé à 1 810 € = 181 €) par 184 jours, soit un montant arrêté à 33 304 €.

○ **Délai de remboursement**

Le remboursement prévu au présent article s'effectuera annuellement à compter de la date de prise d'effet de la présente convention.

Le remboursement des frais s'effectue sur la base d'un montant forfaitaire calculé et estimé à 33 304 €.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI

Un suivi de l'application de la présente convention pourra être mis en place afin d'examiner les effets de cette mise à disposition. Il peut être assuré par un comité de suivi composé de représentants de chacune des collectivités parties à la présente convention.

ARTICLE 7 : DATE D'ENTREE EN VIGUEUR - DUREE

La présente convention entre en vigueur à compter du 1^{er} juillet 2022, jusqu'au 31 décembre 2022. Toutefois, la durée pourra être renouvelée par voie d'avenant si l'état d'avancement du projet le nécessite et après acceptation expresse du Président de la CAPG.

ARTICLE 8 : DISPOSITIF DE REVISION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définies d'un commun accord entre les parties, donnera lieu à l'établissement d'un avenant.

ARTICLE 9 : RESILIATION – DENONCIATION

La présente convention pourra être dénoncée unilatéralement, pour un motif lié à la bonne organisation des services de la collectivité, notifiée par l'une ou l'autre des parties par voie de lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette résiliation ne pourra avoir lieu que dans le respect d'un préavis de 3 mois avant l'entrée en vigueur de la dénonciation.

ARTICLE 10 : LITIGES ET COMPETENCES JURIDICTIONNELLE

Les parties s'engagent à rechercher en cas de litiges, ou sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à une tentative de médiation prévue aux articles L213-1 à L213-4 du Code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec des voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant le Tribunal administratif de Nice.

Fait à Grasse, le

Fait en deux exemplaires originaux.

Pour la Commune de GRASSE
xxxxxx

XXXXX

**Pour la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse,
Le Président**

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes